

FINANCE LES BANQUES INVITÉES À GELER LES TAUX D'INTÉRÊT DES " SUBPRIMES "

M. Bush envoie les financiers au secours des ménages endettés

AUTEUR: Sylvain Cypel

December 8, 2007

Le président américain, George W. Bush, a présenté, jeudi 6 décembre, un plan destiné à secourir les propriétaires de logements dans l'incapacité de rembourser les prêts hypothécaires à risque (subprime mortgage) qu'ils ont contractés.

Ce plan a été négocié par le Trésor avec les sociétés de crédit et les grandes banques d'investissement. Selon la Maison Blanche, il concernera 1,2 million de ménages dont l'augmentation des remboursements arrive à échéance prochainement.

Ces types d'emprunt étaient initialement destinés aux personnes à la solvabilité " risquée ". Elles se sont vu proposer un prêt à un taux supérieur à la norme (7 % au lieu de 5,5 % ou 6 % pour les emprunteurs plus solvables). Surtout, ces prêts sont évolutifs. Après deux ou trois ans, selon les contrats, l'intérêt augmente pour atteindre 9 % à 10 %. Et le taux de renégociation des emprunts se situe à 12 %, voire plus.

Dans les faits, pour gagner plus d'argent, à partir de 2002, les établissements de crédit ont de plus en plus souvent proposé ces subprimes à des ménages qui auraient tout à fait pu avoir accès à des crédits immobiliers traditionnels.

M. Bush invite les financiers, à compter du 1er janvier, à geler pendant cinq ans les taux d'intérêt pour les emprunts contractés entre le 1er janvier 2005 et le 1er juillet 2007. Seules les personnes à jour dans leurs remboursements pourraient en profiter. Ceux qui ont emprunté avant le 1er janvier 2005, ceux qui l'ont fait à des fins spéculatives et ceux qui sont déjà en défaut de paiement ne seront pas concernés.

Le gouvernement américain redoute l'impact sur l'économie qu'aurait une hausse du nombre de familles ne pouvant plus rembourser leurs crédits. Au troisième trimestre, 630 000 propriétaires ont fait l'objet d'une mesure de saisie de leur habitat, trois fois plus qu'il y a deux ans. La consommation pourrait chuter, les établissements de crédit pourraient être beaucoup plus restrictifs et ne plus répondre aux besoins de financement des entreprises. L'investissement et l'emploi s'en ressentiraient.

Et il faut aller vite car le risque maximal se situe en 2008. L'an prochain, en effet, quelque 359 milliards de dollars de subprimes (245,6 milliards d'euros) verront leur taux augmenter. La somme monte à 487 milliards de dollars si l'on va jusqu'à juin 2009. Et concerne 2 millions d'emprunteurs, qui s'ajouteront au 1,5 million déjà en difficulté. Par la suite, les montants d'emprunts soumis à une hausse des taux seront nettement moins importants (39 milliards entre juillet et décembre 2009). Et 2008 est une année présidentielle. Les candidats républicains affrontent déjà les récriminations de leurs électeurs.

" PAS DE SOLUTION PARFAITE "

Dès son annonce, le plan Bush a suscité la polémique. Wall Street a applaudi. Ce plan, en effet, n'impose pas le gel des taux de crédit par la loi, mais délègue sa mise en oeuvre aux investisseurs. " Nous n'allons pas voler au secours des prêteurs, des spéculateurs immobiliers ou de ceux qui ont pris la décision inconsidérée d'acheter un appartement quand ils ne pouvaient se le permettre ", s'est justifié le président pour expliquer le non-recours à la loi.

" Wall Street ne coopérera pas, pronostique John Taylor, président de la NCRC (National Community Reinvestment Coalition), qui regroupe les intérêts de 600 associations de propriétaires-emprunteurs. Un vrai plan aurait dû geler toutes les saisies pour une période limitée et créer un fonds fédéral spécial pour rabaisser les taux des "crédits usuraires", l'Etat se remboursant à terme sur les ventes d'appartement. "

" La Maison Blanche a pris conscience de la dimension du problème, c'est bien, s'exclame Josh Zinner, un avocat qui dirige Nedap, une association d'aide aux quartiers défavorisés. Mais la solution proposée ne bénéficiera qu'aux 10 % qui en ont le moins besoin. " Barclays Capital estime que 12 % seulement des emprunteurs " à risque " seront concernés.

Hillary Clinton, candidate démocrate à la présidence, juge ce plan " très limité ". " Il n'y a pas de solution parfaite ", a regretté M. Bush.

This document is provided for "fair use" not-for-profit, educational purposes (and other related purposes). If you wish to use this copyrighted material for purposes of your own that go beyond "fair use," you must obtain permission from the copyright owner.